



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 23 novembre 2022

N°356

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Bruno Le Maire et Sylvie Retailleau annoncent une contribution de la France en forte hausse lors du Conseil de l'Agence spatiale européenne au niveau ministériel, afin de renforcer l'autonomie de l'Europe dans le secteur spatial et d'assurer un meilleur suivi du changement climatique**

**Bruno Le Maire**, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et **Sylvie Retailleau**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont participé à la conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne qui s'est tenue à Paris les 22 et 23 novembre 2022.

Lors de cette réunion, les États membres de l'ESA ont décidé d'un investissement européen global de 17 Mds €. La France engage aujourd'hui 3,73 Mds€ dont une contribution à l'Agence spatiale européenne (ESA) à hauteur de 3,25 Mds €, en hausse de plus de 20% par rapport à 2019 s'agissant des financements ESA. **Ces nouveaux investissements représentent 35% du budget français pour le secteur spatial, annoncé par la Première ministre à 9Mds€ sur les trois prochaines années, soit le premier budget spatial européen.**

Cette conférence intervient à une période charnière de l'histoire du secteur spatial européen, confronté à la fois à une compétition industrielle et commerciale grandissante et à la nécessité d'une souveraineté européenne renforcée. Les événements liés à la guerre en Ukraine ont démontré l'intérêt de disposer d'une autonomie spatiale renforcée, particulièrement en matière d'accès à l'espace et de communications sécurisées. Les programmes menés par l'ESA constituent l'un des leviers en la matière, permettant notamment de mutualiser notre accès à l'espace et de financer de nombreuses missions scientifiques et d'exploration.

**La France a ciblé deux objectifs prioritaires dans le cadre de cette souscription : renforcer l'autonomie européenne dans le secteur spatial, notamment en matière d'accès à l'espace, de télécommunications et de compétitivité du secteur spatial européen, et améliorer la connaissance du changement climatique.** Les engagements français en faveur de la science sont également en forte augmentation, qu'il s'agisse

des missions scientifiques de l'ESA, les programmes d'observation de la Terre ou d'exploration. Dans le détail :

- En matière de **lanceurs**, la France assure le financement d'Ariane 6 (523 M€), de la poursuite du démonstrateur de premier étage réutilisable Themis (50 M€) ainsi que du moteur « low-cost » Prometheus (156 M€). Cet engagement financier consacré aux programmes menés par l'ESA se complète d'actions qui seront menées au niveau national par le CNES pour 125 M€ pour le financement des futurs lanceurs réutilisables et 40 M€ pour un futur moteur lourd. Concernant le long terme, la France est parvenue à un accord avec l'Allemagne et l'Italie sur l'adaptation du cadre d'exploitation des lanceurs européens au nouveau contexte international. Cet accord repose sur trois principes : la préférence européenne pour les lancements institutionnels, le financement d'Ariane 6 et Vega C afin de garantir la compétitivité de ces lanceurs sur les marchés institutionnels et commerciaux.
- Concernant le **changement climatique**, les satellites d'observation de la Terre sont une source précieuse de données pour améliorer notre connaissance du changement climatique et anticiper ses effets. La France investit de manière significative dans ces programmes, parmi lesquels Copernicus, la constellation européenne d'observation de la Terre à hauteur de 170 M€, mais également dans la préparation de future technologie d'observation de la Terre à hauteur de 225 M€. La France a également fortement investi (100M€) pour le futur satellite Aeolus 2 qui va mesurer la vitesse des vents partout sur la surface du globe.
- La France renforce également sa position dans le domaine de l'**exploration**, en y consacrant 516 M€, à la fois pour la poursuite de la mission Exomars malgré l'arrêt de la coopération avec la Russie, mais également à travers une contribution importante aux modules Esprit et I-Hab de la future station dite « Gateway » en orbite lunaire et de la mission de retour d'échantillon de sol martien, dont le retour sur Terre est prévu en 2031.
- Sur le volet des télécommunications, la France a souscrit 400 M€ pour soutenir fortement la R&D de ses industriels dont jusqu'à 300M€ pour la Constellation européenne de connectivité sécurité « IRIS<sup>2</sup> », selon les consortiums qui seront éligibles. Cet investissement dans le cadre européen se complète de 140 M€ qui seront alloués dans le cadre de France 2030 à des projets innovants en matières de télécommunications.

**La nouvelle promotion d'astronautes européens a été annoncée à l'occasion de cette conférence, à l'heure de réflexions stratégiques en Europe sur le vol habité.** Une Française, Sophie Adenot figure parmi cette nouvelle promotion et devient ainsi la deuxième astronaute française. Dans le sillage de Claudie Haigneré, Sophie Adenot incarne un exemple pour le futur des femmes dans les milieux scientifiques et

techniques, où elles sont encore sous représentées (moins d'un astronaute sur dix est une femme). Un second Français Arnaud Prost, est retenu dans le corps de réserve.

Véritables médiateurs entre l'espace et le grand public, les astronautes alimentent depuis des décennies l'engouement collectif. Désormais ils témoignent également auprès du grand public des conséquences du changement climatique. La part de Français parmi les candidats à la nouvelle génération d'astronautes annoncée aujourd'hui – la première nationalité avec près d'un tiers des plus de 22 000 candidats - traduit l'inspiration suscitée par Thomas Pesquet, membre de la dernière promotion, en date de 2009.

Cette sélection d'astronautes a lieu alors que pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, l'ESA a fourni un module critique baptisé « Module de service européen » pour une mission de vol habité vers la Lune, qui a décollé le 16 novembre dernier dans le cadre du programme « Artemis ». A l'occasion du dernier Sommet spatial européen, qui s'est tenu à Toulouse en février 2022, le président de la République avait initié une réflexion stratégique sur le sujet de l'exploration et du vol habité. A l'occasion du prochain sommet, qui se tiendra en Espagne en 2023, l'Europe spatiale sera ainsi amenée à prendre des décisions structurantes quant à ses ambitions en la matière.

Bruno Le Maire a déclaré : *« L'Europe a été au rendez-vous. Le résultat de cette conférence ministérielle témoigne de notre unité et de notre ambition en matière spatiale. Nous devons unir nos forces : les financements record pour l'observation de la terre, les télécommunications et l'exploration consolident notre leadership européen en matière spatiale. Grâce à l'accord majeur entre la France, l'Allemagne et l'Italie sur le futur des lanceurs, ce sommet renforce l'autonomie et la souveraineté européennes, la compétitivité de la filière française et les bénéfices que tirent tous les citoyens de la conquête spatiale. »*

Sylvie Retailleau a déclaré : *« Les conclusions de cette conférence ministérielle nous permettent d'avoir une ambition européenne majeure pour la recherche et l'innovation spatiales. Ensemble, nous faisons progresser la science. Le nombre de candidatures pour la nouvelle génération d'astronautes souligne aussi l'attractivité du spatial auprès des jeunes. J'adresse toutes mes félicitations à Sophie Adenot. »*

**Contacts presse :**

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

[presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr)

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

[secretariat.communication@recherche.gouv.fr](mailto:secretariat.communication@recherche.gouv.fr)